



DIRECTION DE L'ARCHITECTURE,  
DU PATRIMOINE ET DES JARDINS

15, RUE DE VAUGIRARD – 75006 PARIS

TÉLÉPHONE : 01 42 34 22 10

[marches-apj@senat.fr](mailto:marches-apj@senat.fr)

**PALAIS DU LUXEMBOURG  
ET DÉPENDANCES**

**Remplacement et rénovation  
d'appareils élévateurs**

**MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE**

**CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

FEVRIER 2025

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

## **ARTICLE 1. – OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1. Objet du marché**

Le présent marché a pour objet l'exécution d'une mission de maîtrise d'œuvre dans le cadre d'une opération pluriannuelle de remplacement ou de rénovation d'appareils élévateurs situés au Palais du Luxembourg et dans plusieurs de ses dépendances, à Paris 6<sup>ème</sup>.

L'opération projetée ne consistant pas en une opération de construction neuve ou de réhabilitation d'ouvrage au sens de l'article L. 2412-1 du code de la commande publique, le présent marché n'est pas soumis aux dispositions du livre IV de la deuxième partie de ce code (anciennement loi « MOP »).

### **1.2. Pouvoir adjudicateur – Maîtrise d'ouvrage**

L'État-Sénat, représenté par le Conseil de Questure du Sénat, est le pouvoir adjudicateur.

Le marché et ses éventuels avenants sont signés par Mme la Questeure déléguée ou M. le Questeur délégué.

Sous cette réserve, le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins et les personnes qu'il délègue à cet effet représentent le maître d'ouvrage dans le cadre de la présente opération.

### **1.3. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé**

La coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (coordination SPS) dans le cadre de cette opération sera assurée par le titulaire de l'accord-cadre passé par le Sénat pour la réalisation de telles prestations, qui est aujourd'hui l'entreprise SOCOTEC CONSTRUCTION.

Sous le contrôle du maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS a autorité sur l'ensemble des intervenants à l'opération, y compris le titulaire du présent marché, pour l'application des principes généraux de prévention mentionnés à l'article L. 4531-1 du code du travail. Conformément à l'article L. 4532-6 du même code, l'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun en application des autres dispositions dudit code.

Le coordonnateur est habilité à se faire communiquer par les différents intervenants tout document ou information nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

Il a accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre au cours des études comme pendant les phases de préparation de chantier et de chantier.

### **1.4. Terminologie**

Dans le présent CCAP et dans les autres pièces constitutives du présent marché, les termes *titulaire* et *maître d'œuvre* désignent le titulaire du présent marché.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

## **ARTICLE 2. – TYPE DE MARCHÉ**

Le marché est un marché de services passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément à l'article R. 2124-1, au 1<sup>o</sup> de l'article R. 2124-2 et aux articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 3. – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

### **3.1. Ordre de priorité**

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), les pièces contractuelles désignées ci-après constituent le marché et prévalent les unes sur les autres dans l'ordre suivant de priorité décroissante en cas de contradiction entre elles :

- l'acte d'engagement (AE) ;
- les prix d'unité compris dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), dont les quantités sont en revanche indicatives ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et le calendrier prévisionnel de l'opération qui lui est annexé ;
- le descriptif technique de la mission (DTM) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) (arrêté publié au *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> avril 2021) ;
- les réponses au cahier des réponses attendues (CRA) et l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

### **3.2. Pièces à remettre au titulaire**

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-PI, la notification du marché comprendra une copie de l'acte d'engagement. Les autres pièces figurant au dossier de consultation des entreprises sont réputées contractuelles du simple fait de la conclusion du marché.

Le titulaire du marché est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises (DCE). Aucune réclamation pour mauvaise compréhension du DCE ne sera acceptée. Les exemplaires conservés par le maître d'ouvrage font seuls foi en cas de litige.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

## ARTICLE 4. – MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

### 4.1. Éléments de mission

Comme indiqué ci-avant, l'opération projetée ne consistant pas en une opération de construction neuve ou de réhabilitation d'ouvrage au sens de l'article L. 2412-1 du code de la commande publique, le présent marché n'est pas soumis aux dispositions du livre IV de la deuxième partie de ce code (anciennement loi « MOP »).

Toutefois, **la mission du titulaire est de même nature et comprend les mêmes éléments que la mission de maîtrise d'œuvre dite « de base » pour les opérations de réhabilitation de bâtiment**, définie à l'article R. 2431-5 du même code. Ces éléments de mission, dont le contenu est défini aux articles R. 2431-20 suivants dudit code et à l'annexe II à l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé et précisé par le descriptif technique de la mission (DTM), sont les suivants :

- les études d'avant-projet (AVP) ;
- les études de projet (PRO) ;
- l'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux (ACT) ;
- l'examen de la conformité au projet des études d'exécution et leur visa (VISA) ;
- la direction de l'exécution des marchés publics de travaux (DET) ;
- l'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).

Pour l'ensemble de la mission, les livrables remis auront une qualité au moins égale à celle des livrables transmis par le titulaire à l'appui de son offre. Les livrables présentant une qualité inférieure seront rejetés.

### 4.2. Décomposition en tranches

Le présent marché comprend une tranche ferme et deux tranches optionnelles, en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du code de la commande publique. Chaque tranche comprend l'ensemble des éléments de la mission pour un groupe d'appareils élévateurs déterminé par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins sur le fondement d'un classement de priorité qui figure au descriptif technique de la mission.

La tranche ferme porte sur l'ensemble des éléments de mission pour les appareils élévateurs n<sup>os</sup> 23, 25, 33, 40, 46 (groupe n° 1).

La tranche optionnelle n° 1 porte sur l'ensemble des éléments de mission pour les appareils élévateurs n<sup>os</sup> 11, 18, 20, 30, 34, 44 (groupe n°2).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

La tranche optionnelle n° 2 porte sur l'ensemble des éléments de mission pour les appareils élévateurs n°s 32, 36, 41, 42, 43, 51, 52 (groupe n° 3).

La décision d'affermissement des tranches optionnelles sera notifiée au titulaire par ordre de service. Les dates prévues par le calendrier prévisionnel joint au présent CCAP pour le début de l'exécution de chaque tranche sont purement indicatives, le pouvoir adjudicateur se réservant la faculté d'affermir l'une ou l'autre des tranches optionnelles dès l'achèvement des études de projet de la tranche en cours d'exécution et au plus tard 90 jours après la réception des travaux de cette tranche. Il n'y aura lieu, ni à indemnité d'attente, ni à indemnité de dédit.

La décision d'affermissement des tranches optionnelles sera notifiée au titulaire au minimum 15 jours calendaires avant le démarrage des prestations correspondantes.

## ARTICLE 5. – DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

### 5.1. Durée du marché

Le marché s'exécute à compter de la date indiquée sur l'ordre de service prescrivant au titulaire de débuter l'exécution de la tranche ferme. Il prend fin à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement de l'ensemble des travaux, le cas échéant prolongée dans les conditions prévues au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG-Travaux).

Selon le calendrier prévisionnel de l'opération, annexé au présent CCAP, les études de conception doivent commencer en juin 2025 et les travaux se dérouler en 3 phases entre mars 2026 et septembre 2028.

### 5.2. Délais d'exécution

Les délais d'exécution applicables au titulaire sont ceux qui figurent dans le tableau suivant et, dans la mesure où il n'y est pas dérogé, au CCAG-PI. À défaut de stipulation spéciale, le titulaire dispose d'un délai de sept jours pour exécuter toute prestation prévue au marché, suivant la demande du maître d'ouvrage.

Les délais d'exécution des prestations dues au titre de chaque élément de mission sont les suivants (les délais exprimés en jours s'entendant en jours calendaires) :

Études d'avant-projet (AVP)	
Remise des livrables	8 semaines à compter de la date indiquée sur l'ordre de service prescrivant le démarrage de l'élément de mission
Mise à jour des livrables	1 semaine à compter de la transmission au titulaire des observations de la maîtrise d'ouvrage

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

<b>Études de projet (PRO)</b>	
Remise des pièces du dossier de consultation des entreprises de travaux dues par le titulaire	2 semaines à compter de la date indiquée sur l'ordre de service prescrivant le démarrage de l'élément de mission
Mise à jour des pièces	1 semaine à compter de la transmission au titulaire des observations de la maîtrise d'ouvrage
<b>Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux (ACT)</b>	
Projets de réponses aux questions techniques posées par les candidats pendant la consultation	3 jours à compter de la transmission au titulaire des questions des candidats
Examen des candidatures	1 semaine à compter de la transmission au titulaire des dossiers de candidature
Analyse des offres	2 semaines à compter de la transmission au titulaire des dossiers d'offres
<b>Examen de la conformité au projet des études d'exécution réalisées par les entreprises de travaux et leur pré-visa (VISA) et direction de l'exécution des marchés publics de travaux (DET)</b>	
Compte rendu de réunion	24 heures suivant la réunion
Visa des études d'exécution	5 jours à compter de la transmission au titulaire des études d'exécution
Vérification des décomptes mensuels	5 jours à compter du dépôt des projets de décompte sur la plateforme de facturation choisie par le Sénat
Analyse des devis en cas de travaux modificatifs	5 jours à compter de la transmission au titulaire des devis
<b>Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)</b>	
Instruction des dossiers des ouvrages exécutés (DOE)	1 semaine à compter de la transmission au titulaire des DOE
Contrôle des éléments nécessaires à la constitution du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO)	1 semaine à compter de la transmission au titulaire des éléments
Vérification des projets de décompte final des entreprises de travaux	5 jours calendaires à compter de la transmission au titulaire des projets de décompte final
Instruction des mémoires en réclamation	1 semaine à compter de la transmission au titulaire des mémoires en réclamation

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, la maîtrise d'ouvrage n'est tenue à aucun délai pour accepter ou refuser la prolongation de délais d'exécution demandée par le titulaire.

## **ARTICLE 6. – LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **6.1. Lieux d'exécution**

La mission s'exécute au Palais du Luxembourg, 15 rue de Vaugirard, au Petit Luxembourg, 15 rue de Vaugirard, au 36 rue de Vaugirard, au 46 rue de Vaugirard et au 11 rue Servandoni, Paris VI<sup>e</sup>.

Elle donnera également lieu à des réunions qui se tiendront, sauf indication contraire, dans les locaux de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins du Sénat, au 64 *bis* boulevard Saint-Michel, Paris VI<sup>e</sup>.

Le titulaire est réputé connaître les caractéristiques des sites concernés et toutes les contraintes et sujétions prévisibles au moment de l'établissement de son offre.

Il est tenu de se conformer aux instructions de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage, et d'une manière générale de faciliter leur tâche. Il devra en outre se conformer aux instructions du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS).

Le coût de l'ensemble des éventuels équipements, aménagements et contraintes d'organisation liés à la mise en œuvre de ces prescriptions (actuelles et, par dérogation aux articles 5.3, 6.2 et 7.2 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles -CCAG-PI-, le cas échéant à venir) est à la charge du titulaire. Aucun surcoût ne pourra être facturé au Sénat à ce titre.

### **6.2. Contraintes des interventions sur site sensible**

Les travaux se dérouleront dans un site occupé constituant un lieu de travail, sensible sur les plans institutionnel et sécuritaire : ces particularités devront être prises en compte par le titulaire.

Il devra notamment faire tout son possible pour :

- contribuer, par les méthodologies et les solutions techniques proposées, à limiter les nuisances : poussière, pollution, encombrement, nuisances sonores, *etc.* ; il informera à l'avance la maîtrise d'ouvrage de toute nuisance inévitable, afin que des dispositions appropriées (communication avec les usagers, horaires de travail aménagés, adaptation méthodologique ou organisationnelle...) puissent être prises ;
- contribuer à protéger le site et ses abords de tout dommage lié au chantier ;

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

- veiller à ce que chacun des intervenants de sa société et des entreprises sous-traitantes adopte un comportement approprié.

Le titulaire devra respecter les éventuelles interruptions liées aux contraintes de l'activité parlementaire ; il ne pourra prétendre à aucune majoration de ses prix à ce titre.

## ARTICLE 7. – RÉMUNÉRATION DU MAÎTRE D'ŒUVRE

### 7.1. Définitions

Au sens du présent article :

- la « *part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux* » est celle fixée dans l'acte d'engagement du présent marché, pour chaque tranche du marché de maîtrise d'œuvre ;
- le « *coût prévisionnel des travaux* » est le montant total prévisionnel des travaux correspondant à chaque tranche, hors variation de prix, arrêté par le maître d'ouvrage après la validation des études d'avant-projet, dans les conditions fixées ci-après ;
- le « *coût cumulé des marchés de travaux* » est la somme des montants initiaux des marchés de travaux correspondant à chaque tranche, hors variation de prix ; en cas de marchés à prix unitaires ou mixtes, il est tenu compte du montant estimatif résultant du détail quantitatif estimatif et des prix unitaires contractuels ;
- le « *coût total définitif des travaux* » est la somme des montants définitifs des marchés de travaux correspondant à chaque tranche, hors variation de prix, pénalités, retenues et primes éventuelles.

### 7.2. Forfait de rémunération

Les prestations prévues au titre de chaque tranche du marché sont rémunérées à prix global et forfaitaire, révisable dans les conditions prévues ci-après.

Le prix est réputé comprendre tous les frais annexes (transports, impressions, *etc.*) et sujétions nécessaires à l'exécution du marché sans que le titulaire puisse invoquer de frais supplémentaires. Ce prix comprend également la cession des droits de propriété intellectuelle telle que prévue par l'article 35 du CCAG-PI.

Toutes les réunions nécessaires à la bonne réalisation de chacune des phases de la mission sont réputées incluses dans le prix soumissionné pour chaque tranche du marché.

Le maître d'œuvre ne peut percevoir aucune rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

Le prix est libellé en euros.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Les montants servant de base au calcul des évolutions de la rémunération du maître d'œuvre ainsi qu'au contrôle des engagements pris sont exprimés en euros hors taxes.

En cas de discordance entre les différentes indications du prix global et forfaitaire de chaque tranche figurant dans l'offre du titulaire, l'indication en lettres, hors taxes, figurant à l'article « Prix » de l'acte d'engagement prévaudra sur toutes les autres indications.

**7.2.1. Forfait provisoire de rémunération**

En application de l'article R. 2112-17 du code de la commande publique, le présent marché ayant pour objet des prestations complexes et présentant des aléas techniques importants, il est conclu à prix provisoire pour chacune des tranches.

Le montant du forfait provisoire de rémunération de chaque tranche a été établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché, notamment :

- le contenu de la mission défini par les pièces du marché ;
- le programme ;
- la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux fixée par le maître d'ouvrage ;
- les éléments de complexité liés à la nature du site ;
- les délais d'exécution contractuels des études du maître d'œuvre et le délai indicatif de vérification par le maître d'ouvrage ;
- la durée prévisionnelle d'exécution des travaux et leur phasage ;
- les coûts en matière d'assurance pesant sur le maître d'œuvre.

Ce forfait provisoire pourra être modifié en cas d'événements affectant la réalisation du marché avant la fixation du forfait définitif, dans les conditions prévues aux articles R. 2194-2, R. 2194-5, R. 2194-7 et R. 2194-8 du code de la commande publique.

**7.2.2. Fixation du coût prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération – Clause de réexamen**

Le montant du coût prévisionnel des travaux ainsi que le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre sont arrêtés par voie d'avenant après validation par le maître d'ouvrage des études d'avant-projet, pour chaque tranche du marché.

Le montant définitif de la rémunération forfaitaire du maître d'œuvre est calculé de la manière suivante :

$$\text{Forfait définitif} = CPT \times \frac{\text{forfait provisoire}}{PEFPT^*}$$

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

où :

*CPT* désigne le coût prévisionnel des travaux, tel que défini à l'article 7.1 du présent CCAP ;

*PEFPT\** désigne la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, telle que définie au même article 7.1 et actualisée.

L'actualisation de la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux s'effectue par l'application d'un coefficient d'actualisation  $C_a$  calculé selon la formule suivante :

$$C_a = \frac{BT48_{AVP}}{BT48_{PEFPT}}$$

dans laquelle :

$BT48_{AVP}$  : dernière valeur connue de l'index BT48 « Ascenseurs » (identifiant INSEE 001710980, base 2010) à la date de remise des études d'avant-projet par le maître d'œuvre ;

$BT48_{PEFPT}$  : valeur de l'index BT48 au mois d'établissement de la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, défini par l'acte d'engagement.

Toutefois, la rémunération forfaitaire définitive du titulaire au titre de chaque tranche du marché ne pourra excéder 150 % du forfait provisoire.

En outre, et le cas échéant, le Sénat se réserve la faculté de demander au titulaire la justification de l'augmentation de ses charges, liées notamment au volume horaire consacré à la mission, justifiant l'augmentation du prix.

En cas de désaccord entre les parties, le montant du coût prévisionnel des travaux ainsi que le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre sont fixés par ordre de service. Il appartient alors au maître d'œuvre de faire valoir ses observations dans les conditions prévues au CCAG-PI.

### **7.3. Engagements du maître d'œuvre**

#### ***7.3.1. Engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux***

Le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût prévisionnel des travaux à programme constant. En cas de désaccord avec le maître d'ouvrage sur le montant du coût prévisionnel des travaux, cet engagement porte sur le coût prévisionnel estimé par le maître d'œuvre lors de la remise des études d'avant-projet.

Le contrôle de cet engagement s'opère, à l'issue de la consultation des opérateurs économiques chargés des travaux, en comparant le coût cumulé des marchés de travaux au coût prévisionnel des travaux, actualisé dans les conditions définies ci-après et assorti d'un taux de tolérance de 6 %.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

L'actualisation du coût prévisionnel des travaux s'effectue par l'application d'un coefficient d'actualisation  $C_a$  calculé selon la formule suivante :

$$C_a = \frac{BT48_t}{BT48_{APD\_def}}$$

dans laquelle :

$BT48_t$  : valeur de l'index BT48 « Ascenseurs » au mois d'établissement des prix des marchés de travaux ou, si elle n'est pas encore connue à la date d'attribution des marchés, dernière valeur connue de cet index à cette même date ;

$BT48_{APD\_def}$  : valeur de l'index BT48 au mois de remise des études d'avant-projet par le maître d'œuvre.

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux actualisé, majoré de 6 %.

En cas de dépassement du seuil de tolérance ne résultant pas de circonstances que le maître d'œuvre ne pouvait prévoir, le maître d'ouvrage peut lui demander d'adapter ses études, sans rémunération supplémentaire.

### **7.3.2. Engagement du maître d'œuvre sur le coût cumulé des marchés de travaux**

Le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût cumulé des marchés de travaux tel que défini à l'article 7.1 du présent CCAP.

Le respect de cet engagement est contrôlé, après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, en comparant le coût total définitif des travaux au coût cumulé des marchés de travaux assorti d'un taux de tolérance de 4 %. Le seuil de tolérance est donc égal au coût cumulé des marchés de travaux majoré de 4 %.

En cas de dépassement du seuil de tolérance résultant de manquements du maître d'œuvre dans l'exercice de ses missions de direction de l'exécution des marchés publics de travaux et d'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception, la rémunération du maître d'œuvre est réduite. Le montant de cette réduction est égal au montant total des modifications des marchés de travaux rendues nécessaires par de tels manquements, sans pouvoir excéder 15 % de la rémunération du maître d'œuvre correspondant aux éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés publics de travaux (éléments de mission VISA, DET et AOR).

**Il est en outre rappelé que tout autre manquement du maître d'œuvre dans l'exercice de sa mission, susceptible d'avoir une incidence sur le coût de l'opération pour le maître d'ouvrage, engage sa responsabilité contractuelle.** En cas d'erreur ou d'omission dans les pièces des marchés de travaux, la pénalité prévue à l'article 12.2 du présent CCAP est applicable.

### **7.4. Variation du prix**

Le prix de chaque tranche du présent marché est révisable mensuellement dans les conditions fixées ci-après.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

**7.4.1. Mois d'établissement du prix**

Le prix de chaque tranche est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres, telle qu'indiquée au règlement de la consultation. Ce mois est appelé mois zéro.

**7.4.2. Index de référence**

L'index de référence est l'index ING - « Ingénierie », publié par l'INSEE (identifiant 001711010, base 2010).

**7.4.3. Modalités de révision du prix**

La révision est effectuée par application au prix de chaque tranche du marché d'un coefficient *C* de révision donné par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \frac{ING_m}{ING_0}$$

dans laquelle  $ING_0$  et  $ING_m$  sont les valeurs de l'index ING, respectivement au mois zéro et à la date correspondant à l'échéance du délai contractuel de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure. En cas de retard du titulaire, la valeur finale de l'index retenue pour l'application de la formule ci-dessus ne pourra excéder sa valeur à l'échéance du délai contractuel. Toutefois, en cas de retard du titulaire, la valeur finale de l'index retenue pour l'application de la formule ci-dessus la plus faible des deux valeurs suivantes : valeur à la date correspondant à l'échéance du délai contractuel ; valeur à la date de réalisation des prestations. Le présent alinéa déroge à l'article 10.2.2 du CCAG-PI.

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause de révision du prix et de procéder lui-même au calcul de la formule de révision, qu'il joindra à chaque projet de décompte, avec justifications à l'appui.

À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule de révision.

**ARTICLE 8. – AVANCE**

Sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, il sera fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-PI si les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et R. 2193 17 du code de la commande publique pour le versement d'une avance sont remplies, en ce qui concerne tant les prestations rémunérées à prix global et forfaitaire que les prestations rémunérées à prix unitaires et prescrites par chaque bon de commande.

Conformément à l'article R. 2191-7 du même code, si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 dudit code, le taux de l'avance est porté à 30 %.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

## ARTICLE 9. – RÈGLEMENT DES COMPTES

Le règlement des comptes et du solde s'effectue conformément aux stipulations afférentes du CCAG-PI, sous réserve des dérogations et précisions ci-dessous.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement sous forme électronique, sur la plateforme de facturation qui lui est indiquée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins en début d'exécution du marché. À titre indicatif, la plateforme de facturation habituellement utilisée par le Sénat pour la gestion de ses marchés de travaux est la plateforme EDIFLEX.

### 9.1. Acomptes

Des acomptes cumulatifs périodiques sont versés au titulaire dans les conditions suivantes.

#### 9.1.1. *Pour les éléments de mission AVP, PRO et ACT*

Les prestations incluses dans les éléments de mission ci-dessus ne feront l'objet d'un règlement qu'après leur achèvement total et leur admission par le maître d'ouvrage.

Toutefois, le titulaire du présent marché aura la possibilité de demander des acomptes mensuels dans la limite de 70 % du montant de l'élément de mission en cours.

#### 9.1.2. *Pour les éléments de mission VISA et DET*

Les prestations incluses dans les éléments de mission ci-dessus seront réglées en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début.

#### 9.1.3. *Pour l'élément de mission AOR*

Les prestations incluses dans l'élément de mission AOR seront réglées en fonction de leur avancement, étant précisé que le montant total des acomptes ne pourra excéder 95 % du montant du marché à la date de réception des travaux, le solde n'étant dû qu'à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

#### 9.1.4. *Demandes d'acompte*

Les demandes d'acomptes du titulaire établissent le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquels il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Les demandes d'acomptes mensuels sont transmises au plus tard le 5 du mois suivant.

### 9.2. Solde

Le solde du marché sera payé dans les conditions prévues à l'article 11.7 du CCAG-PI, le silence gardé par le pouvoir adjudicateur sur la demande de paiement pour solde présentée par le titulaire valant rejet de la demande.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

### **9.3. Délai de paiement**

Le délai de paiement est fixé par le code de la commande publique.

## **ARTICLE 10. – OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **10.1. Connaissance du dossier**

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises (DCE) et formulé toute demande d'information complémentaire nécessaire à la formulation de son offre. Il ne pourra arguer d'un quelconque défaut d'information pour prétendre à un supplément de prix.

### **10.2. Qualifications du titulaire – Modification de sa situation – Constitution de l'équipe**

Le titulaire a été déclaré attributaire du marché compte tenu de son organisation, de ses qualifications et références professionnelles et de celles de son personnel. Si, pour quelque raison que ce soit, il venait à perdre ses qualifications, le marché pourrait être résilié, sans indemnisation, par simple décision du Sénat notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, avec effet immédiat.

Dès la notification du marché, le titulaire devra fournir la composition de l'équipe dédiée à l'exécution de la mission et les références professionnelles de chacun de ses membres. Il devra informer sans délai la maîtrise d'ouvrage de toute modification. Les membres de l'équipe devront disposer, pendant toute la durée du marché, de qualifications professionnelles au moins équivalentes à celles des personnes pressenties pour participer à l'exécution du marché dans l'offre du titulaire.

Le Sénat se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire le remplacement d'une ou plusieurs personnes de son équipe.

### **10.3. Obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité**

Les membres du personnel du titulaire et de ses sous-traitants éventuels sont liés par une stricte obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils peuvent avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Cette obligation s'applique tant au cours de la durée d'exécution du marché que postérieurement à la réception des prestations et ce, sans limitation de durée.

Il est spécialement interdit au titulaire et à ses personnels ou sous-traitants :

- de fournir directement ou indirectement à un tiers tous renseignements, documents écrits ou audiovisuels, concernant soit les prestations réalisées au Sénat, soit les faits qui peuvent se dérouler dans l'enceinte du Palais du Luxembourg et de ses dépendances ;

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

- de diffuser des documents dont ils peuvent avoir communication à raison de leurs fonctions.

Le titulaire s'engage, sous sa responsabilité, à obtenir de l'ensemble de ses personnels et de ceux de ses sous-traitants qu'ils respectent strictement cette obligation.

Le titulaire s'interdit de répondre aux demandes de renseignements émanant de tiers, quelle que soit leur origine, et concernant les prestations faisant l'objet du marché. Ces demandes devront être envoyées sans délai au Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, qui décidera de la suite à leur donner.

Toute parution ou toute mention dans une parution portant sur les prestations faisant l'objet du présent marché (article de presse, plaquette publicitaire, photographies, *etc.*) est soumise à autorisation préalable du Sénat.

Les obligations définies à la présente clause ont un caractère substantiel. Leur non-respect pourra entraîner, sans préjudice des pénalités prévues au présent CCAP, la résiliation immédiate et sans indemnité du marché.

Le titulaire pourra, sur sa demande, obtenir une attestation des prestations menées à bonne fin.

#### **10.4. Circulation du personnel – Autorisation d'accès**

##### **10.4.1. Accès des intervenants**

Seuls devront être utilisés par le personnel du titulaire et de ses sous-traitants les parcours, accès et locaux désignés. Il est formellement interdit de pénétrer ou de circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les locaux autres que ceux désignés.

L'accès Palais du Luxembourg et à l'ensemble des bâtiments occupés par le Sénat est conditionné par la détention d'un badge nominatif. Le titulaire devra, pour chacun des intervenants, formuler une demande d'autorisation d'accès auprès de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, **au plus tard trois jours ouvrés** avant la date du premier accès, sur un portail dédié, accessible par un lien qui lui sera communiqué en temps utile. En cas de personnel d'entreprise sous-traitante, la raison sociale de cette dernière devra être clairement indiquée.

Ce lien est propre à chaque entreprise et permettra également de saisir les demandes d'accès pour le compte des éventuels sous-traitants. En aucun cas ce lien ne devra être communiqué à des tiers.

Chaque demande devra être saisie avec le plus grand soin ; la moindre différence entre les informations saisies et celles figurant sur les cartes d'identité des personnels concernés empêchera la délivrance d'un titre d'accès.

Pour les personnes ayant fait l'objet d'une autorisation d'accès, un badge avec photo sera établi par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Ce titre d'accès est strictement personnel.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Chaque intervenant devra présenter son badge lors de tout accès au site et le porter sur lui en permanence.

Ces badges permettent l'accès au Sénat, qui est un site très sensible sur le plan sécuritaire. Chaque intervenant devra en prendre le plus grand soin. En conséquence :

- toute perte devra être immédiatement déclarée à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins (01 42 34 22 10) ou au Poste Central (PC) Sécurité (01 42 34 21 04) en dehors des horaires d'ouverture du Sénat ;
- à l'expiration de leur période de validité, les badges devront être restitués à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, par lettre recommandée ou en main propre contre décharge. Il en va de même des cartes d'accès délivrées à des personnes qui cessent d'intervenir au Sénat ou de faire partie du personnel de l'entreprise titulaire ou de ses sous-traitants.

Pour des raisons de sécurité, cette procédure pourra évoluer ; cette évolution ne donnera droit au versement d'aucune indemnité compensatrice, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le Sénat se réserve le droit de refuser ou de retirer, discrétionnairement, ce titre d'accès aux personnels du titulaire ou de ses sous-traitants.

Il en sera de même pour les demandes éventuelles de prolongation de la durée de validité du titre d'accès.

Toute perte de badge ou négligence le concernant, ainsi que la communication à des tiers du lien de saisie des demandes de badges, constitueront un manquement grave à la sécurité et seront sanctionnés à ce titre, conformément aux pénalités prévues au marché, du simple fait de leur constatation et ce, sans nécessité d'une mise en demeure préalable.

#### ***10.4.2. Accès des véhicules***

Aucun stationnement n'est possible ni dans l'enceinte du Palais du Luxembourg ni dans le Jardin du Luxembourg.

Des parkings publics sont disponibles à proximité (aux frais des intervenants) : place Saint-Sulpice, Marché Saint-Germain, rue de l'École de médecine, rue Soufflot.

#### ***10.4.3. Sécurité des personnes et des biens***

En cas de problème concernant la sécurité, le numéro unique à contacter est le PC Sécurité : 01 42 34 21 04.

Une attention toute particulière doit être portée à la sécurité des chantiers du Sénat. Tout manquement aux règles de sécurité (port des équipements de protection individuelle, respect de la réglementation, des règles de sécurité propres au Sénat, des injonctions du coordinateur SPS ou de la maîtrise d'ouvrage...) sera sanctionné par les pénalités prévues à cet effet.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Le titulaire, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur les interventions dont il aura été chargé de la supervision.

Il doit être en mesure de produire, sur simple demande du maître d'ouvrage, les habilitations que son personnel, aux termes de la législation, de la réglementation, de toute autre norme et des règles de l'art, doit détenir pour la bonne exécution de ses tâches. Cette obligation lui incombe de même à l'égard du personnel des entreprises sous-traitantes.

**10.4.4. Utilisation de la langue française**

La langue utilisée pour l'exécution des prestations (entretiens, échanges écrits, livrables) est exclusivement le français.

**10.5. Format et support des documents à remettre par le titulaire**

Les documents d'études seront remis par le maître d'œuvre en version papier (en trois exemplaires pour les pièces graphiques comme pour les pièces écrites) et en version électronique (soit par courrier électronique avec avis de réception, soit par envoi postal d'une clé USB). Tous les autres documents dus par le maître d'œuvre (comptes rendus de réunions de chantier, etc.) seront transmis en version électronique.

Les documents remis sur support informatique doivent pouvoir être modifiés par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Les formats textes, tableurs et plans doivent être exploitables par Word®, Excel® et Autocad®.

Tous les livrables seront rédigés en langue française.

La présentation des documents fournis par le titulaire devra respecter la charte graphique de présentation des documents du Sénat, qui sera communiquée au titulaire après notification du marché. Il est demandé que les logiciels de dessin utilisés produisent des fichiers compatibles avec le format Autocad®.

Les plans produits par le titulaire au titre de ses missions devront être complets et parfaitement compréhensibles par les entreprises de manière à ce qu'aucune ambiguïté sur les travaux à réaliser ne puisse exister.

**ARTICLE 11. – SOUS-TRAITANCE**

**11.1. Désignation des sous-traitants**

**11.1.1. Généralités**

En application de l'article 3.6 du CCAG-PI, le titulaire, s'il envisage de sous-traiter une partie des prestations prévues au marché, doit préalablement demander à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Toute déclaration de sous-traitance, qu'elle intervienne au moment de l'offre ou après la notification du marché, doit être établie au moyen du formulaire DC4<sup>1</sup>, dûment complété et signé par le soumissionnaire ou le titulaire et par le sous-traitant envisagé. La déclaration doit en outre être accompagnée des pièces suivantes :

- une attestation d'assurance de responsabilité décennale en cours de validité ;
- une attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité ;
- une attestation de régularité fiscale datant de moins de trois mois ;
- une attestation de règlement des cotisations URSSAF datant de moins de trois mois.

Chaque sous-traitant présenté par le titulaire doit impérativement justifier des qualifications et/ou références nécessaires à la prestation que celui-ci souhaite voir sous traitée. À défaut de qualifications et/ou de références suffisantes, la demande d'acceptation sera rejetée.

Si le titulaire n'a pas accompli toute diligence permettant à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins d'être en mesure d'instruire utilement la demande d'agrément (dossier incomplet, etc.), celle-ci sera rejetée. Il est précisé que le délai d'instruction du dossier d'acceptation du sous-traitant est de 14 jours.

En cas de sous-traitance occulte constatée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, les prestations de la sous-traitance concernée seront immédiatement arrêtées. Le titulaire supportera la totalité des conséquences financières de cet arrêt ainsi que les pénalités prévues au présent CCAP.

Le titulaire informera la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins en cas de défaillance d'un sous-traitant.

**11.1.2. Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché**

Après la notification du marché, toute déclaration de sous-traitance doit être transmise en premier lieu par courriel aux adresses marches-apj@senat.fr et compta-apj@senat.fr, au moins 14 jours avant la date envisagée d'intervention du sous-traitant.

Après vérification par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, l'original du dossier doit être transmis par courrier postal à l'adresse suivante : Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, 15 rue de Vaugirard, 75006 Paris, ou déposé au 64 bis boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.

Il est rappelé qu'en application de l'article R. 2193-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne pourra pas accepter un sous-traitant admis au paiement direct ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité prévu à l'article R. 2191-46 du même code n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée à l'article R. 2193-6 dudit code ne lui a pas été remise.

---

<sup>1</sup> Ce formulaire peut être téléchargé à l'adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

**11.2. Modalités de paiement direct**

Il sera fait application des articles R. 2193-10 à R. 2193-12 du code de la commande publique.

Le titulaire joint à ses projets de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

**ARTICLE 12. – PÉNALITÉS**

Les stipulations du présent article dérogent à l'article 14 du CCAG-PI.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

**12.1. Pénalités et provisions pour pénalités de retards**

Tout retard dans l'exécution des prestations dues par le titulaire pourra donner lieu à une pénalité d'un montant maximal de 150 € par jour calendaire de retard. Ce montant maximal est porté à 300 € par jour calendaire en cas de retard dans l'exécution des prestations dues au titre des éléments de mission ACT et VISA.

La remise de documents manifestement incomplets ou erronés est assimilée à un défaut de remise.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités de retard peuvent être appliquées sur simple constatation des retards par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, sans qu'il soit nécessaire de mettre en demeure le titulaire préalablement ou de l'inviter à présenter ses observations.

Elles peuvent être appliquées à tout moment à compter de la constatation des retards. Une provision peut également être constituée en vue de l'application ultérieure éventuelle de telles pénalités ; il est alors appliqué une retenue sur le montant du prochain acompte périodique ou du solde à verser au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre, pour chaque tranche.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités de retard ne donnent lieu à aucune exonération en-deçà d'un certain montant, et sont intégralement dues au Sénat.

**12.2. Pénalités encourues en cas d'erreur ou d'omission dans les pièces des marchés de travaux**

En cas d'erreur ou d'omission du maître d'œuvre dans les pièces des marchés de travaux dont l'établissement lui incombe, conduisant le maître d'ouvrage à prescrire des travaux supplémentaires ou modificatifs postérieurement à l'attribution des marchés, le maître d'œuvre subit une pénalité d'un montant égal à 20 % du montant desdits travaux supplémentaires ou modificatifs.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Le montant total des pénalités prononcées en application de la présente section ne peut excéder 15 % du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre, pour chaque tranche.

**12.3. Pénalités pour infractions diverses**

Sans préjudice de la faculté pour le pouvoir adjudicateur de résilier le marché pour faute à raison de la gravité éventuelle de l'infraction, les pénalités particulières suivantes (montant maximal, par jour calendaire et/ou par infraction) sont également applicables :

- infraction aux règles de sécurité et de circulation (non-restitution d'un titre d'accès, manquement aux règles de circulation du personnel, défaut de « permis feu », <i>etc.</i> ) :	1 500 €
- manquement à l'obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité :	1 500 €
- sous-traitance non déclarée :	1 500 €
- manquement à l'obligation de protection des données personnelles prévue par l'article 5.2. du CCAG-PI :	1 000 €
- refus d'obtempérer, après mise en demeure, à une injonction de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre ou du coordonnateur SPS :	500 €
- absence aux rendez-vous auxquels le maître d'œuvre est convoqué sans justification suffisante fournie au moins 24 heures à l'avance :	300 €
- tout autre manquement aux autres obligations contractuelles du titulaire	300 €

Par dérogation, la pénalité prévue ci-dessus pour « *tout autre manquement aux obligations contractuelles du titulaire* » n'est pas libératoire.

**ARTICLE 13. – ADMISSION**

Par dérogation aux articles 28.2., 29.1 et 29.2.2. du CCAG-PI, seul le paiement du solde du marché pourra faire présumer la volonté du maître d'ouvrage d'admettre les prestations, sans qu'il y ait lieu à aucun autre cas d'admission tacite.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

En cas d'ajournement de l'admission des prestations, à défaut pour le titulaire d'avoir présenté à nouveau celles-ci, une fois mises au point, dans le délai prévu à l'article 29.2.1 du CCAG-PI ou par les documents particuliers du marché, une réfaction de prix pourra être pratiquée sur ce simple constat et sans que le titulaire ait été invité à présenter ses observations, par dérogation à l'article 29.3 du même CCAG-PI.

**ARTICLE 14. – ARRÊT OU SUSPENSION DE L'EXÉCUTION DE LA PRESTATION**

**14.1. Arrêt de l'exécution de la prestation**

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le Sénat se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations de chaque tranche du marché au terme de chacune des parties techniques correspondant aux éléments de mission AVP, PRO, ACT, VISA et DET, telles que définies à l'article 4 du présent CCAP.

Cette décision, à la discrétion du Sénat, ne donnera lieu à aucune indemnité du titulaire. Elle entraînera la résiliation du marché, à moins qu'une autre tranche soit en cours d'exécution.

Pour l'application de l'article 22 du CCAG-PI, le montant de chacune des parties techniques susmentionnées est la somme des prix d'unité des prestations correspondantes figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

**14.2. Suspension de l'exécution de la prestation**

Le Sénat se réserve la possibilité de suspendre l'exécution des prestations de chaque tranche du marché, par ordre de service, au terme de chacune des parties techniques citées ci-avant. Cette décision du Sénat pourra donner lieu à une indemnité.

**ARTICLE 15. – RÉSILIATION – EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Le marché pourra être résilié dans les hypothèses prévues au chapitre 7 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur pour un motif d'intérêt général, le titulaire n'aura droit, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 36 et au premier alinéa de l'article 40 du CCAG-PI, à aucune indemnité.

En application de l'article 27 du CCAG-PI, le Sénat pourra, en cas d'inexécution par le titulaire de prestations prévues au marché, ou en cas de résiliation du marché prononcée à ses torts, faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations concernées, aux frais et risques du titulaire.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement, dans l'hypothèse où le titulaire serait un groupement, des co-traitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement, les stipulations du CCAG-PI traitant de la résiliation aux torts du titulaire, de la résiliation à ses frais et risques et des autres cas de résiliation s'appliquent dès lors qu'un seul des co-traitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

**ARTICLE 16. – CONVENTION SUR LA PREUVE**

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du présent marché reçoivent la même force probante qu'un écrit de manière manuscrite.

**ARTICLE 17. – CONTENTIEUX**

En cas de contestations ou de litiges touchant à l'application, à l'interprétation ou à l'exécution des clauses du présent marché, le tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy, 75004 Paris) sera seul compétent.

**ARTICLE 18. – DÉROGATIONS AU CCAG-PI**

Articles du CCAG – PI auxquels il est dérogé	Articles du CCAP portant stipulations dérogatoires
4.1 (ordre de priorité)	3.1 (ordre de priorité)
4.2 (pièces à remettre au titulaire)	3.2 (pièces à remettre au titulaire)
5.3 (mesures de sécurité)	10.4.1 (circulation, accès)
5.3, 6.2 et 7.2 (mesures de sécurité ; protection de la main d'œuvre et conditions de travail ; protection de l'environnement, sécurité et santé)	6.1 (contraintes liées au fonctionnement du Sénat et sujétions diverses)
10.2 (prix et règlement)	7.4 (variation du prix)
13.3 (prolongation du délai d'exécution)	5.2 (durée du marché et délais d'exécution)
14 (pénalités)	12.1 (pénalités)
28.2, 29.1, 29.2.2 et 29.3 (Délai de vérification ; ajournement ; réfaction)	13 (admission)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

<b>Articles du CCAG – PI auxquels il est dérogé</b>	<b>Articles du CCAP portant stipulations dérogatoires</b>
36 et 40 (résiliation pour motif d'intérêt général)	15 (résiliation)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

## **Liste des annexes**

Annexe 1 – Calendrier prévisionnel de l'opération